



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration liminaire FSU

CHSCT A du mardi 24 mars

La crise sanitaire inédite que subit notre pays impose la réalisation d'une instance CHSCT par visioconférence et nous remercions le rectorat d'avoir entendu notre demande et garanti le dialogue social tel que le prévoit l'article 42 du décret 2011-184.

Avec les personnels soignants placés en première ligne et toutes celles et ceux qui répondent aux besoins de première nécessité, les personnels de l'éducation nationale sont engagés pour faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du coronavirus en garantissant la continuité d'un lien éducatif avec les élèves et leurs familles. A cet égard, les propos de la porte-parole du gouvernement à la sortie du conseil des ministres du 25 mars sont inacceptables. La FSU demande des excuses publiques.

Madame le Recteur a fait appel aux personnels d' Education pour assurer la garde des enfants des soignants.

La FSU souscrit à cette demande indispensable mais elle est inquiète des dispositions sanitaires prises pour garantir la sécurité sanitaire des personnels. En effet, les personnels accueillant les enfants des personnels soignants ne sont pas équipés des EPI indispensables. L'état ne peut pas envoyer en mission de service public des agents sans les équiper des protections adéquates. Ce manque de matériel explique en grande partie les réticences ainsi justifiées à être volontaire et pourrait causer un épuisement du vivier de volontaires.

Par ailleurs, les personnels s'engagent et déploient beaucoup d'énergie pour assurer un lien avec les élèves et les familles, pour maintenir, autant que faire se peut, une activité en dépit des difficultés matérielles et du manque d'équipement.

Depuis le point CHSCT effectué par Mme le Recteur le mercredi 4 mars, la situation sanitaire s'est dégradée extrêmement rapidement. Les propos ministériels ont été dissonants, souvent en contradiction avec les mesures sanitaires nécessaires, détachés de la réalité quotidienne vécue tant par les personnels que par les élèves et leurs familles.

Du côté de notre académie, une communication - certes à l'ensemble des personnels comme l'avait instamment demandé la FSU, est arrivée le dimanche 15 mars à 22h36.

Sur le terrain, les communications gouvernementales, ministérielles et rectorales se sont traduites par des injonctions extrêmement disparates et dans bien des cas intenable et en contradiction avec les mesures strictes de confinement et de sécurité sanitaire rappelées par le ministre de l'intérieur.

Ces injonctions ont fait perdre de précieux jours dans l'organisation réelle du système et ont favorisé chez les personnels des RPS accrus :

-déplacements inutiles et anxiogènes dans les établissements malgré les recommandations ministérielles,

- pression accrue sur les personnels les plus précaires (contractuels, AED...)
- augmentation exponentielle de la charge de travail.
- injonctions à utiliser des outils nouveaux, non maîtrisés la plupart du temps
- stress devant le dysfonctionnement des outils institutionnels - orientant les enseignants à utiliser des mesures alternatives contraires aux consignes RGD afin de répondre aux injonctions de certains managers locaux qui mettaient en place un contrôle inacceptable de l'engagement des personnels.

Nous ne détaillerons pas plus loin tous les dysfonctionnements recensés cette semaine mais une fois la crise passée, il faudra qu'un bilan soit tiré et que les remontées effectuées par les organisations syndicales soient un point d'appui pour apprendre et mettre en œuvre des mesures de prévention en cas de situation extrême.

Nous sommes dans une situation hors norme. La crise sanitaire et le confinement qui en découle angoissent tous les individus. Cela a forcément un effet sur les capacités de travail de chacune et de chacun et sur la mise en œuvre des modalités de travail tout à fait inhabituelles, tout en réorganisant aussi la vie personnelle pour appliquer les consignes sanitaires.

La communication ministérielle laissant croire à la poursuite de l'activité scolaire comme si on était encore en établissement, à l'école ou dans les services manifeste au mieux une ignorance de la réalité, au pire un déni des difficultés rencontrées par les personnels qui n'ont pas besoin d'être culpabilisés mais soutenus. Sur le terrain, cette attitude encourage les dérives et injonctions au nom d'une " continuité pédagogique" qui malmène l'expertise professionnelle et l'efficacité du service public.

A ce stade, nul ne peut prévoir quelle sera l'évolution de la situation. Pour la FSU, il est impératif que l'institution ne laisse pas les personnels pris de court comme ce fut le cas lundi 16 mars ni qu'elle ne confie aux hiérarchies locales le soin de prendre des décisions qui ne sont pas toujours en adéquation ni avec les besoins sanitaires ni avec la réalité sociale de nombreuses familles et qui participent à renforcer le sentiment d'angoisse ou de découragement des personnels. Plus que jamais la confiance et la protection doivent être garanties aux personnels de l'Education nationale.

Enfin, compte tenu des paramètres d'évolution de la pandémie, nombre de personnels de l'Education Nationale seront touchés, plus ou moins gravement. Dans ce contexte, la FSU se félicite d'avoir obtenu, grâce à l'action commune avec la CGT, FO, Solidaires et la FAFP la suspension du jour de carence . Plus que jamais, là encore, c'est de respect pour eux-mêmes et pour leur santé dont les personnels ont besoin. Sur ce point, le silence de l'institution serait en tout état de cause synonyme de mépris. De la même manière, nous demandons à ce que tout personnel sur site qui contracte le coronavirus soit reconnu en accident de service.